

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

4 décembre 2019

**PROPOSITION DE LOI**

**visant à inscrire le féminicide  
dans le Code pénal**

(déposée par  
Mme Laurence Zanchetta et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 december 2019

**WETSVOORSTEL**

**teneinde vrouwenmoord  
in het Strafwetboek op te nemen**

(ingediend door  
mevrouw Laurence Zanchetta c.s.)

**RÉSUMÉ**

*Actuellement, lorsqu'une femme est victime d'un meurtre ou d'un assassinat de la part d'un homme en raison du fait qu'elle est une femme, il est prévu dans la plupart des cas une circonstance aggravante qui alourdit la peine mais, par contre, ce meurtre ou cet assassinat n'est pas différencié des autres meurtres ou assassinats.*

*Les auteurs estiment que cela doit changer et introduisent donc dans le Code pénal l'incrimination de "féminicide" afin que ce phénomène de violence contre les femmes soit mieux identifié et mieux combattu.*

**SAMENVATTING**

*Wanneer een vrouw wegens haar vrouw-zijn het slachtoffer wordt van doodslag of moord door een man, is de strafmaat thans in de meeste gevallen hoger op grond van een verzwarende omstandigheid. Er wordt daarentegen geen onderscheid gemaakt tussen deze en andere vormen van doodslag of moord.*

*Dit wetsvoorstel strekt ertoe daar verandering in te brengen, door de kwalificatie "vrouwenmoord" in het Strafwetboek op te nemen. Bedoeling is die vorm van geweld tegen vrouwen beter te identificeren en beter te bestrijden.*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

37 femmes sont mortes en 2018 sous les coups de leurs conjoints, de leur ex-conjoints, d'un homme parce qu'elles étaient des femmes! "Drame passionnel", "Une dispute qui tourne mal", "Crime passionnel", tous ces titres chapeautent des articles qui parlent de la mort d'une femme sous les coups de son compagnon ou de son ex...comme s'il s'agissait de relater une banale histoire qui se termine mal, comme s'il ne fallait pas reconnaître le caractère spécifique de l'homicide d'une femme et préférer l'appréhender dans un cadre passionnel, dans le contexte parfois compliqué du quotidien des couples. Ne pas nommer les faits, c'est encore porter atteinte aux femmes victimes de ces violences.

En ce mois de novembre 2019, elles sont déjà 22 femmes à avoir perdu la vie depuis le début de l'année.

Et il y a toutes celles dont l'issue tragique n'a pas été relatée par les médias. Toutes celles qui ont perdu la vie en taisant leur fardeau. Toutes celles qui sont mortes à cause des violences continues d'un homme; en effet, dans près de 90 % des dossiers, les suspects identifiés étaient des hommes. Et il y a également tous ces enfants meurtris par les violences dont ils ont été spectateurs.

Les chiffres concernant les violences faites aux femmes; s'ils varient en fonction des sources, ils sont toujours interpellants. Ainsi, il était dénombré en 2016 plus de 40 000 plaintes déposées, soit plus de 100 par jour. 8 femmes sur 10 déclaraient récemment encore faire l'objet de violences plusieurs années après avoir quitté leur partenaire. Plus de 16 000 cas de viol ont été enregistrés par la police entre 2010 et 2014, soit environ 3 000 par an.

Et face à tous ces chiffres, il apparaît que 70 % des plaintes pour violences entre partenaires ou ex-partenaires sont aujourd'hui classées sans suite. Et cela malgré la circulaire "Tolérance zéro" émise en 2006 qui promettait d'une certaine manière aux victimes qu'elles seraient écoutées et que les violences dont elles sont victimes ne resteraient pas impunies.

Ces violences faites aux femmes et les meurtres et assassinat qui y sont liés, c'est encore et toujours la survivance d'une relation de domination, ancrée dans un système patriarcal, qui aboutit à la mort de trop nombreuses femmes.

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In 2018 hebben 37 vrouwen, omdat zij vrouw waren, de dood gevonden ten gevolge van geweld vanwege hun partner, hun gewezen partner of een man. Persartikelen over de dood van een vrouw door geweld vanwege hun partner of hun ex stellen de gebeurtenis vaak voor als een gezinsdrama, een uit de hand gelopen ruzie of een passiemoord. Zo lijkt het om een banaal maar slecht afgelopen feit divers te gaan, wordt de specificiteit van doodslag op een vrouw niet erkend en verschuift de klemtoon naar de passionele relatie en naar het soms ingewikkelde alledaagse samenleven van man en vrouw. Door de feiten niet te benoemen, worden de vrouwen die dat geweld moesten ondergaan nogmaals slachtoffer.

Tussen het begin van 2019 en de maand november van hetzelfde jaar zijn al 22 vrouwen op die manier overleden.

Dan zijn er nog al die gebeurtenissen met een tragische afloop die de pers niet hebben gehaald. Al die vrouwen die nooit hebben laten blijken onder welke druk ze gebukt gingen. Vrouwen die zijn gestorven door aanhoudend geweld van een man; in bijna 90 % van de dossiers waren de geïdentificeerde daders immers mannen. Om nog maar te zwijgen van al de kinderen die zwaar aangeslagen zijn door het geweld waarvan ze getuige waren.

De cijfers over het geweld tegen vrouwen verschillen naargelang van de bronnen, maar stemmen tot nadenken. In 2016 werden meer dan 40 000 klachten ingediend, wat neerkomt op ruim 100 klachten per dag. In een recente bevraging verklaarden acht vrouwen op tien dat ze nog fysiek geweld ondervonden vele jaren nadat ze hun partner hadden verlaten. Tussen 2010 en 2014 werden meer dan 16 000 gevallen van verkrachting gemeld bij de politie, ofwel ongeveer 3 000 per jaar.

In het licht van die cijfers blijkt dat 70 % van de klachten wegens geweld tussen partners of ex-partners vandaag wordt geseponneerd. Dat alles gebeurt ondanks de omzendbrief "Nultolerantie" van 2006, die in zekere zin aan de slachtoffers beloofde dat ze zouden worden gehoord en dat het geweld waarvan ze het slachtoffer zijn niet ongestraft zou blijven.

Dat geweld tegen vrouwen en de daarmee gepaard gaande moord en doodslag zijn nog steeds een overblijfsel van een onderdrukkende relatie die geworteld is een patriarchaal systeem, met de dood van te veel vrouwen tot gevolg.

L'Organisation Mondiale de la Santé définit le féminicide comme l'"homicide volontaire d'une femme". Le féminicide ou femicide (les 2 termes sont employés même si "féminicide" semble plus répandu) est généralement commis par des hommes même si, parfois, des membres féminins de la famille sont impliqués.

Le féminicide se distingue des homicides masculins par des particularités propres et notamment le fait que, dans la plupart des cas, les meurtres ou assassinats sont commis par des partenaires ou des ex-partenaires; les faits sous-entendent également des violences continuelles à la maison, des menaces ou des actes d'intimidation, des violences sexuelles ou encore des situations où les femmes ont moins de pouvoir ou moins de ressources que leur partenaire.

Il existe 4 types de féminicides selon l'OMS:

- le féminicide au sein du foyer conjugal (lien intime);
- le féminicide basé sur l'honneur (par exemple, une femme ayant subi un avortement, d'où découlent des violences);
- le féminicide culturel (la politique de l'enfant unique en Chine ou le viol comme arme de guerre en RDC, au Kenya, en Lybie, ...);
- le féminicide non intime (agression sexuelle sur une personne que l'on ne connaît pas, les viols et les meurtres).

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique d'Istanbul de mai 2011 va plus loin et s'applique à toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique, qui affectent les femmes de manière disproportionnée. Selon la Convention, le terme "violence à l'égard des femmes" doit être compris comme une violation des droits de l'homme et une forme de discrimination à l'égard des femmes, et désigne tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou des souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes.

Le terme "violence domestique" désigne tous les actes de violence physique, sexuelle, psychologique ou économique qui surviennent au sein de la famille ou du foyer ou entre des anciens ou actuels conjoints ou partenaires. Les termes "violence à l'égard des femmes fondée sur le genre" désignent toute violence

De Wereldgezondheidsorganisatie (WGO) définit le féminicide ou femicide comme *"the intentional murder of women"*. Femicide of femicide (de twee termen worden gebruikt, hoewel "femicide" vaker lijkt voor te komen) wordt doorgaans gepleegd door mannen, hoewel er soms ook vrouwelijke familieleden bij betrokken zijn.

De vrouwenmoord verschilt van het doden van mannen door haar zeer specifieke kenmerken, waaronder het feit dat de doodslag of moord meestal wordt gepleegd door partners of ex-partners. Vaak is er ook sprake van aanhoudend huiselijk geweld, van bedreigingen of van intimidatie, van seksueel geweld of van situaties waarbij de vrouwen minder macht of middelen hebben dan hun partner.

De WHO onderscheidt vier soorten vrouwenmoorden:

- de vrouwenmoord in de echtelijke woning (intieme relatie);
- de eengerelateerde vrouwenmoord (bijvoorbeeld een vrouw die een zwangerschapsafbreking heeft laten uitvoeren, waarop geweld volgt);
- de culturele vrouwenmoord (het eenkindbeleid in China of verkrachting als oorlogswapen in de DRC, Kenia, Libië enzovoort);
- de niet-intieme vrouwenmoord (een onbekende vrouw die seksueel wordt aangerand, verkrachtingen en doodslag).

Het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld, ondertekend te Istanbul in mei 2011, gaat verder. Het is van toepassing op alle vormen van geweld tegen vrouwen, met inbegrip van huiselijk geweld, waar onevenredig veel vrouwen het slachtoffer van zijn. Volgens het Verdrag moet de term "geweld tegen vrouwen" worden opgevat als een schending van de mensenrechten en een vorm van discriminatie van vrouwen. Er wordt onder verstaan alle vormen van gendergerelateerd geweld die leiden of waarschijnlijk zullen leiden tot fysiek, seksueel of psychologisch letsel of leed of tot economische schade voor vrouwen, met inbegrip van bedreiging met dit soort geweld.

Onder "huiselijk geweld" wordt verstaan elke daad van fysiek, seksueel, psychologisch of economisch geweld binnen het gezin of het huishouden of tussen voormalige of huidige echtgenoten of partners. Onder "gendergerelateerd geweld tegen vrouwen" wordt verstaan elke vorm van geweld tegen een vrouw omdat ze

faite à l'égard d'une femme parce qu'elle est une femme ou affectant les femmes de manière disproportionnée.

La Convention d'Istanbul contraint les Parties à prendre des mesures, qu'elles soient législatives ou d'une autre nature, afin de protéger le droit des femmes à vivre à l'abri de la violence aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée.

Elle prévoit également que les Parties condamnent toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et prennent les mesures législatives ou autres pour les prévenir et notamment en inscrivant dans leurs constitutions nationales le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes et en assurant l'application effective dudit principe, en interdisant la discrimination à l'égard des femmes et en abrogeant toutes les lois et pratiques qui discriminent effectivement les femmes.

Tant de textes qui nous parlent de ces crimes mais des chiffres qui stagnent.

Si la législation belge prévoit déjà des circonstances aggravantes en raison du sexe de la victime, de sa situation concrète comme le fait qu'elle soit enceinte ou le fait qu'elle cohabite avec l'auteur des faits, elle ne mentionne pas le vocable "féminicide", ce qui a pour conséquence de ne pas permettre de recenser aisément et effectivement le nombre de crimes d'un tel type commis dans notre pays.

Or, nombreux sont les experts qui rappellent qu'il est essentiel de renforcer la collecte et l'analyse des données de mortalité, de ventiler ces données par sexe et, dans le cas des meurtres ou des assassinats, de veiller à ce que la relation entre la victime et l'agresseur soit bien renseignée.

Les auteurs proposent donc d'inscrire le terme "féminicide" dans le Code pénal.

Évidemment, cette mention ne peut être notre seule action; elle ne peut être considérée isolément dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes. Il faut mieux former les professionnels, policiers, juges, assistants sociaux, psychologues qui interviennent dans la chaîne afin qu'ils offrent un accueil, un soutien, un accompagnement et des réponses aux victimes dès qu'elles interagissent avec le monde judiciaire ou de l'aide aux victimes.

Car, nous en sommes conscients, ce ne sont pas des mesures prises isolément qui permettront de changer

een vrouw is, of elke vorm van geweld waarbij vrouwen buitenproportioneel worden getroffen.

Het Verdrag van Istanbul verplicht de Partijen ertoe wetgevende of andere maatregelen te nemen ter bescherming van het recht van de vrouwen om in zowel de publieke als de privésfeer gevrijwaard te blijven van geweld.

Het Verdrag bepaalt tevens dat de Partijen alle vormen van discriminatie van vrouwen veroordelen en wetgevende of andere maatregelen nemen om discriminatie te voorkomen. Daartoe verankeren ze in hun nationale grondwet het beginsel van gelijkheid van vrouw en man en zien ze erop toe dat dit beginsel daadwerkelijk wordt toegepast door discriminatie van vrouwen te verbieden en door alle wetten en praktijken die discriminerend zijn voor vrouwen op te heffen.

Aan die misdaden zijn dus talloze teksten gewijd, maar de cijfers stagneren.

De Belgische wetgeving voorziet al in verzwarende omstandigheden vanwege het geslacht van het slachtoffer of haar concrete situatie, zoals het feit dat ze zwanger is of samenwoont met de dader van de feiten. Niettemin komt het begrip "vrouwenmoord" niet in de Belgische wetgeving voor, waardoor het aantal dergelijke misdaden dat in ons land wordt gepleegd niet gemakkelijk en effectief kan worden bijgehouden.

Talrijke deskundigen wijzen er nochtans op dat het van wezenlijk belang is de mortaliteitsgegevens beter te verzamelen en te analyseren, alsook ze uit te splitsen volgens geslacht. Tevens moet ervoor worden gezorgd dat, in het geval van doodslag of moord, voldoende informatie wordt verzameld over de relatie tussen het slachtoffer en de dader.

De indieners stellen derhalve voor het begrip "vrouwenmoord" in het Strafwetboek op te nemen.

Uiteraard mag ons ingrijpen niet beperkt blijven tot die vermelding, die geen losstaande maatregel mag zijn in het kader van de bestrijding van geweld tegen vrouwen. Er is nood aan een betere opleiding van de beroepsbeoefenaars, de politiemensen, de rechters, de maatschappelijk werkers en de psychologen die in de keten optreden; aldus moeten zij, zodra zij interageren met de gerechtelijke wereld of met de sector van de slachtofferbejegening, de slachtoffers opvang, steun en begeleiding kunnen bieden en hen antwoorden kunnen verschaffen.

Wij zijn er ons immers terdege van bewust dat losstaande maatregelen niet zullen helpen het tij te keren.

la donne. Comme cela a été mentionné, les violences faites aux femmes sont multiples: elles sont physiques, marquées sur le corps; elles sont aussi morales avec les menaces, les intimidations; elles sont économiques quand elles privent ces femmes des ressources nécessaires pour vivre.

En fait, il y a autant de formes de violences que de mesures à prendre pour les enrayer. Il faut les prévenir en agissant sur l'éducation dès le plus jeune âge. Il faut les détecter. Il faut protéger les femmes qui en sont victimes. Il faut en comprendre les mécanismes pour accompagner les auteurs et éviter qu'ils ne recommencent.

Pour les auteurs de ce texte, il faut faire de la lutte contre ces violences une priorité à travers une politique globale en y associant l'ensemble des niveaux de pouvoir et les associations de terrain et en lui accordant les moyens humains et financiers nécessaires pour parvenir à éradiquer ces violences.

Laurence ZANCHETTA (PS)  
Khalil AOUASTI (PS)  
Özlem ÖZEN (PS)  
Patrick PRÉVOT (PS)

Zoals eerder is vermeld, bestaan er vele vormen van geweld tegen vrouwen: fysiek geweld, met alle lichamelijke sporen van dien; psychologisch geweld, bestaande uit bedreigingen en intimidaties; economisch geweld, waarbij de vrouw de nodige bestaansmiddelen wordt ontzegd.

Al die vormen van geweld vergen specifieke maatregelen om er komaf mee te maken. Er is nood aan preventie, door vanaf de jongste leeftijd in te zetten op educatie. Er is nood aan detectie. Er is nood aan bescherming van de vrouwen die het slachtoffer worden van geweld. En er is nood aan een beter inzicht in de mechanismen om de daders te begeleiden, zodat herhaling kan worden voorkomen.

Voor de indieners van dit wetsvoorstel moet van de strijd tegen die vorm van geweld een speerpunt worden gemaakt via een alomvattend beleid waarbij alle beleidsniveaus en de middenveldverenigingen betrokken worden. Ook moeten de nodige personele en financiële middelen worden vrijgemaakt om er komaf mee te maken.

**PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1<sup>ER</sup>**Disposition introductive**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

## CHAPITRE 2

**Modification du Code pénal**

## Art. 2

Dans le Code pénal est inséré un article 395/1, rédigé comme suit:

“Art. 395/1. Sont qualifiés de féminicides les crimes et délits prévus aux articles 393 à 397, 401 et 404, commis sur une personne de sexe féminin:

- soit en raison de son sexe;
- soit par une personne qui cohabite occasionnellement avec la victime;
- soit par une personne avec laquelle la personne entretient ou a entretenu une relation affective.

L'infraction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sera, suivant les circonstances, punie par les peines prévues aux articles 393 à 395, 397, 401, 404, 405*bis* à 405*quater*.”

## CHAPITRE 3

**Recensement**

## Art. 3

Le nombre de plaintes, d'informations, d'instructions et de condamnations relatives à des faits visés à l'article 395/1 du Code pénal sont recueillies et transmises annuellement à l'organisme désigné par le Roi, à la Chambre des représentants, aux parlements des

**WETSVOORSTEL**

## HOOFDSTUK 1

**Inleidende bepaling**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

## HOOFDSTUK 2

**Wijziging van het Strafwetboek**

## Art. 2

In het Strafwetboek wordt een artikel 395/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 395/1. De misdaden en de wanbedrijven als bedoeld in de artikelen 383 tot 397, 401 en 404 worden aangemerkt als vrouwenmoord wanneer zij zijn gepleegd jegens een persoon van het vrouwelijke geslacht,

- ofwel wegens haar geslacht;
- ofwel door een persoon die occasioneel samenwoont met het slachtoffer;
- ofwel door een persoon met wie het slachtoffer een affectieve relatie onderhoudt of heeft onderhouden.

Het in het eerste lid bedoelde misdrijf wordt, naar gelang van de omstandigheden, gestraft met de straffen bepaald in de artikelen 393 tot 395, 397, 401, 404 en 405*bis* tot 405*quater*.”

## HOOFDSTUK 3

**Telling**

## Art. 3

Het aantal klachten, opsporingen en onderzoeken inzake en het aantal veroordelingen wegens feiten als bedoeld in artikel 395/1 van het Strafwetboek, wordt verzameld en jaarlijks bezorgd aan het door de Koning aangewezen orgaan, de Kamer van volksvertegenwoordigers,

entités fédérées ainsi qu'à toute personne qui en fait la demande.

Le Roi détermine les modalités de la collecte des données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modalités de transmission de celles-ci et les modalités d'introduction de la demande de communication.

20 novembre 2019

Laurence ZANCHETTA (PS)  
Khalil AOUASTI (PS)  
Özlem ÖZEN (PS)  
Patrick PRÉVOT (PS)

de parlementen van de deelstaten, alsook aan eenieder die daarom verzoekt.

De Koning bepaalt de nadere regels inzake de verzameling van de in het eerste lid bedoelde gegevens, inzake de bezorging ervan, alsook inzake de wijze waarop het verzoek tot mededeling van de gegevens moet worden ingediend.

20 november 2019